



La transition écologique à la Sécurité sociale

Discours socle et éléments de preuves

Ce document constitue le discours socle de la Sécurité sociale en matière de transition écologique et RSO. A l'échelle de l'UcanSS, il sera partagé avec l'agence de relations presse dans le cadre des séquences de communication dédiées, et servira de référence pour toutes les prises de parole sur le sujet (sites officiels, médias, réseaux sociaux, communication interne). A l'échelle de branche, il peut être utilisé totalement ou partiellement, et sur les mêmes canaux.

Le régime général de la Sécurité sociale en chiffres

- **80 ans d'existence en 2025**
- **Cinq branches** : l'Assurance Maladie (et risques professionnels), les Allocations Familiales, l'Assurance Retraite, Recouvrement (URSSAF), et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie
- Un principe de base qui n'a jamais bougé : **“Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins”**.
- **145.000 salariés** qui exercent 80 métiers différents, et 10.000 postes à pourvoir en moyenne par an
- **3 500 000 m² de locaux partout sur le territoire**

La Sécurité sociale, par son envergure et ses capacités d'impact, joue depuis plus de 18 ans (date du premier plan quadriennal de développement durable de la Sécurité sociale) un rôle essentiel dans la transition écologique en France. En mobilisant ses ressources, en sensibilisant ses équipes et en investissant dans des projets innovants, elle contribue à bâtir un avenir durable, et **aligne concrètement ses activités avec les enjeux environnementaux actuels.** Afin de faire exister les actions sur le terrain, il existe une communauté de référents RSO (un référent au sein de chacun des 300 organismes de Sécurité sociale).

A savoir

La transition écologique de la Sécurité sociale prend ses fondements dans son référentiel RSO (adopté en 2020 et mis à jour cette année, en 2025) dont l'objectif cible est la réduction de l'impact environnemental. Un référentiel qui s'appuie sur 5 axes :

1. Renforcer la **gouvernance responsable**
2. Porter notre **responsabilité sociale interne**
3. **Réduire notre impact environnemental**, intégrant notamment
 - a. La réduction des émissions de gaz à effet de serre
 - b. La gestion durable du patrimoine immobilier
 - c. La mobilité durable
 - d. La gestion responsable des ressources
4. **Intégrer les enjeux RSO dans la stratégie et le processus achats**
5. **Développer notre implication sociétale dans les territoires**

La transition écologique à la Sécurité sociale

- I. **La transition écologique : incontournable au sein des politiques publiques déployées par les branches de Sécurité sociale**
- II. **Achats centralisés : la mutualisation au service de l'impact**
- III. **Immobilier : la transition écologique au cœur**
- IV. **Changer les comportements dans la durée : sensibiliser, former, encourager**

- I. **La transition écologique : incontournable au sein des politiques publiques déployées par les branches de Sécurité sociale**

Chaque branche participe à la Responsabilité Sociale de l'Organisation (RSO) Sécurité sociale à travers la conception et le déploiement de ses politiques publiques. A titre d'exemples :

- **Allocations familiales** : des subventions d'investissement sont proposées pour la création d'Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE), tels que les crèches ou les accueils de loisirs. Certains bonus peuvent être conditionnées à des critères environnementaux, encourageant ainsi les

structures à adopter des pratiques écologiques. Afin de favoriser cette dynamique, la Cnaf a piloté, avec l'EN3S, un projet d'outillage de la transition écologique des équipements financés par la Branche famille. Cela a donné lieu à l'élaboration en 2025 d'outils d'autodiagnostic de la maturité environnementale des équipements et d'autres outils d'accompagnement (liste d'action thématisée, rappel des financements disponibles...) qui seront déployés d'ici fin 2025.

- **Assurance maladie** : la transition écologique est une exigence de santé publique et un engagement de l'Assurance Maladie à travers [un nouveau Schéma directeur de la transition écologique 2024-2027 « Transition > Action ! »](#). Son engagement repose sur deux volets complémentaires. D'un côté, en tant que financeur du système de soins, pour accompagner la transition écologique de tout le secteur de la santé qui représente, selon *The Shift Project*, environ 8 % des émissions de gaz à effet de serre GES de la France. De l'autre, en tant qu'opérateur de service public, pour transformer en profondeur notre propre fonctionnement. Il s'articule autour de quatre grandes ambitions : adapter les missions aux risques environnementaux, réduire les impacts de l'Assurance Maladie et du système de santé sur l'environnement, protéger durablement la santé de toutes et tous, et agir ensemble pour faire évoluer les comportements et favoriser un avenir soutenable.
- **URSSAF** : La finance durable est un moteur de transformation pour la branche recouvrement, qui gère 23 Mds€ de placements financiers. Depuis fin 2021, 3/4 des investissements financiers sont "verts" (contre 10 % initialement et 2/3 à fin 2023). L'Urssaf a formalisé pour la première fois une stratégie RSO avec un axe dédié à la transition écologique et la diminution de l'empreinte carbone de ses activités. L'Urssaf a également réalisé un bilan carbone de branche sur les 3 scopes et formalisé une feuille de route décarbonation 2024-2027 afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES).
- **CNSA** : la CNSA encourage et soutient des projets visant à améliorer l'efficacité énergétique des établissements médico-sociaux (rénovation thermique des bâtiments, remplacement des systèmes de chauffage, ...). D'autres leviers sont envisagés (identifiés dans le rapport "[Décarbonons le secteur de l'autonomie](#)") tels que l'équipement des services à domicile en véhicules électriques légers, ou l'approvisionnement alimentaire bas carbone des établissements.
- **Assurance retraite** : plusieurs analyses du cycle de vie ont été réalisées dans différents domaines métiers pour évaluer l'empreinte carbone d'actes métiers. Cette démarche vise à éclairer les prises de décision et à identifier des pistes d'actions et des méthodes de travail permettant la réduction de l'empreinte carbone, afin d'engager des pratiques plus durables.

II. Achats centralisés : la puissance au service de l'impact

Les achats centralisés de la Sécurité sociale représentent près de 800 millions d'euros par an : ils constituent donc un levier majeur pour pousser ses fournisseurs à proposer des offres de service toujours plus durables et socialement responsables. Depuis novembre 2019, l'Ucanss et les Caisses nationales du Régime général ont [signé la charte](#) « **Relations fournisseurs et achats responsables** ».

En 2024, la Centrale d'achat s'est fixé un objectif de **100% des marchés notifiés porteurs d'une considération environnementale** (clause et/ou critère). Elle incite tous les candidats à un marché à transmettre un bilan carbone, afin de les sensibiliser à la réduction de leur empreinte.

Les achats réalisés par cette Centrale d'achat **intègrent d'autres enjeux RSO, notamment** : le déploiement de l'économie circulaire, l'insertion professionnelle de personnes en situation de handicap ou éloignées de l'emploi, et la promotion d'une relation responsable avec les fournisseurs.

La Centrale d'achat de la Sécurité sociale développe **plusieurs marchés** permettant aux organismes d'accéder à un ensemble de services en lien avec la transition écologique, parmi eux :

- **Eau** : un marché dédié aux dispositifs de **maîtrise des consommations d'eau** et d'identification précoce des fuites
- **Mobilités douces** : un marché dédié au déploiement des **bornes de recharge pour véhicules électriques**
- **Épargne salariale** : elle peut être investie dans des placements responsables. L'épargne salariale (200 M€ d'encours) peut être investie dans 7 fonds, labellisés [ISR](#) ou [CIES](#) (« article 8 » ou « article 9 » au classement SFDR).

III. Immobilier : la transition écologique au cœur

La Sécurité sociale est composée de plus de 300 organismes, répartis sur tout le territoire, et dont :

- L'empreinte immobilière a diminué **de 8,05 % entre 2019 et 2023**,
- La consommation énergétique moyenne a **baissé de 22,9 % entre 2019 et 2023** (consommation corrigée, consommation réelle : -25,6 %).

La Sécurité sociale s'est dotée d'un outil, Citron, mis à la disposition des organismes du régime général, du régime agricole et d'autres régimes, pour le **suivi et la**

maîtrise des consommations énergétiques ([CITRON](#)). A date, *Citron* référence 480 organismes, 1 828 sites et 3 614 compteurs (2 839 d'électricité et 775 de gaz). Cet outil permet d'analyser, heure par heure, la consommation énergétique de chaque site, avec la possibilité d'identifier les anomalies et les surconsommations.

En matière de **construction et de rénovation**, dès lors qu'un chantier est lancé, la dimension énergétique est centrale, s'appuyant sur un **programme technique** qui fixe des objectifs ambitieux en la matière, notamment en ce qui concerne les performances énergétiques des bâtiments, qui devront être au moins équivalentes à celles requises pour l'obtention des certificats d'économies d'énergie (CEE). La Sécurité sociale a signé une Convention avec un délégataire ([Hellio](#)) pour permettre de **valoriser** « au mieux » **les Certificats d'Economie d'Energie (CEE)** générés par les travaux d'économie d'énergie qu'elle engage. En 2 ans, plus de **1,3 M€** de rétributions CEE ont été obtenues.

Focus sur des organismes locaux

- **Rénovation de la CPAM de la Savoie** : changement d'isolation extérieure, changement des menuiseries et du mode de chauffage pour un résultat de **50% d'économie d'énergie**.
- **Réhabilitation globale de la CPAM de la Somme** : 54% d'économie d'énergie.
- **Réhabilitation thermique de l'UIOSS (Union Immobilière des Organismes de Sécurité sociale) d'Angers** : changement d'isolation extérieure, changement des menuiseries extérieures et du mode de chauffage pour un résultat de 40% d'économie d'énergie.
- **L'analyse du cycle de vie** est une méthode innovante qui permet de choisir le meilleur projet immobilier sur le plan écologique, en fournissant une évaluation complète de son impact environnemental, sur la base de 9 critères. [La Carsat des Hauts-de-France](#) a pris ce parti dans le cadre de la réhabilitation de son siège social. La rénovation de la Carsat Centre Ouest est également un bel exemple de rénovation intégrant de nombreuses actions axées sur l'économie circulaire.

La Sécurité sociale, en anticipation d'une politique nationale à venir, teste le principe de l'économie circulaire dans les chantiers, avec une initiative pilote à la **CAF de la Loire** (site de Roanne). Un principe qui devrait devenir obligatoire prochainement.

IV. Changer les comportements dans la durée : sensibiliser, former, encourager

Le [Secrétariat général à la planification écologique](#) estime que les **actions individuelles pourraient représenter environ 25% de l'effort à fournir d'ici à 2030** pour atteindre les objectifs de transition écologique. Les entreprises ont leur rôle à jouer auprès de leurs salariés, dans l'[accompagnement de ces actions individuelles](#). Ainsi, la Sécurité sociale œuvre, avec régularité et bienveillance, à faire prendre conscience de leurs propres comportements et habitudes aux 145.000 salariés qui la composent, pour **engendrer des changements durables**.

1/ Sensibiliser

- Campagne interne nationale [« Petits gestes, grands effets »](#), déployée dans de nombreux organismes
- Campagne interne nationale « Anti-gaspi », également déployée dans plusieurs dizaines d'organismes

À l'Assurance maladie :

- **Lancement en 2025 d'une challenge national « Mission > Transition ! »** sous forme d'escape game et de défis à relever en équipe dans le cadre de la 3e édition de l'opération interne « La Très Belle Equipe ! »
- **Le concours d'innovation TADA'M** : ce concours valorise les projets innovants des collaborateurs de l'Assurance Maladie en matière de transition écologique. 22 candidats ont proposé des projets concourant à une Institution plus éco responsable et une santé plus durable, 8 finalistes sont en lice en 2025.

À l'URSSAF : organisation de « RSO l'expo » afin d'acculturer et sensibiliser les collaborateurs à la RSO et à la stratégie RSO de l'Urssaf (une exposition permanente à l'Urssaf Caisse nationale, et une version itinérante dans les Urssaf).

À l'Assurance retraite :

- Le 1er enjeu du schéma directeur de la communication 2023-2027, est dédié à la communication responsable, pour travailler à faire de la fonction



communication de l'Assurance retraite un modèle de communication responsable.

- Un réseau de référents communication responsable a été créé en juin 2024, qui se réunit chaque mois, pour échanger sur les bonnes pratiques et avancer sur des travaux communs, comme la mise en place d'une charte « communication responsable » ou l'utilisation de fiches apprenantes dans la mise en œuvre d'une communication plus responsable.

2/ Former

Tous les collaborateurs, y compris les dirigeants :

- Déploiement d'un module de sensibilisation à la **sobriété énergétique** : plus de 64 000 salariés sensibilisés fin décembre 2024
- Développement d'un **module de sensibilisation au numérique responsable** pour l'ensemble des 145 000 salariés de l'Institution : plus de 7 000 salariés sensibilisés dès les premières semaines
- **Près de 200 dirigeants ont suivi les ateliers "Sensibilisation aux défis de la transition écologique" et "Inventons nos vies bas carbone"**

À l'assurance retraite :

- La fresque du numérique a été suivie par 100% des informaticiens
- Des réseaux internes d'animateurs d'ateliers "2tonnes" ont été déployés
- La réalisation d'un module e-learning sur les éco gestes, à destination de l'ensemble du réseau

Les experts :

- Déploiement du programme « Animer la RSO » auprès des référents RSO
- Formation de tous les membres (une vingtaine de personnes) de la **Centrale d'achat à la décarbonation et aux achats responsables**, dans une démarche de réduction de l'empreinte environnementale.

3/ Encourager

- Dans une démarche d'accélération de la transition écologique et d'innovation au sein des services publics, un **guide dédié au dialogue social responsable a été mis à la disposition des organismes**. Conçu comme un [kit pratique](#), il se décompose en quatre grandes thématiques : la transition écologique dans

les instances représentatives, la transition écologique dans la négociation collective locale, les actions de sensibilisation et de formation professionnelle sur cette thématique, ainsi qu'un « **pas à pas** » **pour intégrer la transition écologique dans le dialogue social des organismes.**

- **Le non-remboursement des déplacements professionnels en avion**, quand une alternative ferroviaire est possible, est désormais la règle à la Sécurité sociale
- Le **Forfait Mobilité Durable** a été mis en place dans de nombreux **organismes**, incitant les salariés à adopter des modes de transport écologiques, et le covoiturage pour les trajets domicile/travail s'est largement développé
- La Sécurité sociale s'est engagée dans le **challenge "Mai à vélo"**, ce qui a permis à la **CNAF** de se distinguer dans cette initiative nationale. Des organismes comme la **Carsat Alsace – Moselle**, la **CAF de Loire Atlantique** ou l'**UCANSS** ont également reçu la certification **Employeur ProVélo Or**, encourageant ainsi l'usage du vélo.
- **Les critères d'intéressements** des salariés de certaines branches incluent des **critères environnementaux**.

À l'Urssaf :

- Formalisation d'une feuille de route numérique ainsi qu'un plan de communication associé, afin d'acculturer et sensibiliser les collaborateurs au numérique responsable

À l'Assurance retraite :

- Une démarche RSO de l'informatique basée sur les "3R" : Réduire-refuser (les dépenses d'énergie et les sollicitations redondantes), Réutiliser (les actions qui existent déjà), Recycler (les bonnes pratiques)
- Participation de la Carsat Centre-Ouest au Digital clean up art prix : plongée dans l'aventure créative du Digital clean up day avec la Carsat Centre ouest qui a remporté en 2025 le premier prix entreprise et le 22ème prix France avec Oupette ; œuvre d'art réalisée avec des objets obsolètes et électroniques afin de donner une nouvelle vie aux objets et développer son esprit créatif et son engagement environnemental